

DIAL 3453

NICARAGUA - Les dilemmes de cet « autre temps »

Équipe *Envío*

mardi 29 mai 2018, mis en ligne par [Dial](#)

Nous publions dans ce numéro deux articles sur le Nicaragua parus dans le numéro 432 (mars 2018) de la revue nicaraguayenne [Envío](#). Le premier [1], ci-dessous, analyse les défis du pays dans un contexte régional transformé. Le [deuxième](#), qui s'appuie sur une enquête de terrain, décrypte les mécanismes d'accaparement de la terre par de grandes entreprises à partir de l'étude de la situation dans le sud-est du pays.

C'est déjà un « autre temps » dans la géopolitique mondiale. Cela l'est aussi pour l'Amérique latine, ainsi que la Mère Terre qui témoigne, par le biais des signes destructeurs du changement climatique, du dommage que nous les humains lui avons infligé. C'est aussi un « autre temps » pour le Nicaragua.

La tournée du Secrétaire d'État des États-Unis Rex Tillerson en Amérique latine au mois de février, en visite dans cinq pays alliés, est le premier signal clair que le gouvernement Trump a décidé d'intervenir dans tout le sud du continent et ne s'intéressera pas seulement au Mexique frontalier, comme certains l'ont pensé.

Les avertissements forts de Tillerson s'interrogeant tant sur la présence économique croissante de la Chine en Amérique latine que sur les avancées de la Russie dans plusieurs pays du continent, mettent en évidence que, au-delà du projet « *America first* » de Donald Trump, est en marche une version 2.0 de la vieille doctrine Monroe « l'Amérique aux Américains ». Les huit ans du gouvernement d'Obama, avec son « soft power » sont désormais du passé. Comment répondra le gouvernement du Nicaragua à cet « autre temps », comme il l'a lui-même appelé ?

Dans la ligne de mire, l'Arc de l'Orénoque

Rex Tillerson est un entrepreneur accompli, avec 40 ans chez Exxon Mobil, 10 ans à la tête de cette entreprise, cinquième plus grande firme du monde, jusqu'à ce qu'en 2016 Donald Trump l'appelle à assumer la charge de Secrétaire d'État. Les États-Unis sont le pays du monde qui consomme le plus de pétrole : plus de 20 millions de barils par jour, plus que la Chine. Une grande partie de ce combustible alimente le gigantesque appareil militaire états-unien, celui-là même qui cherche aujourd'hui à neutraliser la Russie au moyen de ses nouvelles et imposantes armes nucléaires. L'Exxon Mobil a connu de véritables dérives légales avec la société pétrolière d'État du Venezuela PDVSA, litiges que Tillerson a connus de près. En raison de cela et de bien plus encore, le Secrétaire d'État regarde le monde et ajuste la focale avec des lentilles soigneusement graduées en fonction de ces réalités.

Dans les cinq pays qu'il a visités (Mexique, Argentine, Pérou, Colombie et Jamaïque) il a toujours parlé pétrole. Et il a chaque fois mentionné le Venezuela, qui a dans l'Arc de l'Orénoque les réserves de pétrole les plus grandes du monde, ainsi que d'énormes quantités de réserves de minéraux stratégiques pour les nouvelles technologies. Aujourd'hui, c'est la Chine qui en extrait de gros volumes et Washington les a

dans sa ligne de mire.

Les États-Unis : « un associé multidimensionnel »

Avant d'entamer sa tournée (2-7 février), Tillerson a donné une conférence à l'Université du Texas, où il a étudié l'ingénierie civile.

Il a centré ses paroles sur les trois objectifs de la politique extérieure de l'administration Trump : « croissance économique, sécurité et gouvernementalité démocratique », mettant l'accent sur la relation entre les trois. À plus grande prospérité économique, meilleure sécurité et à plus grande démocratie, plus grande prospérité.

Pour atteindre ces trois objectifs les États-Unis considèrent « l'Amérique latine prioritaire pour des motifs qui n'ont pas qu'à voir simplement avec notre proximité géographique » et c'est la raison pour laquelle ils ont décidé de récupérer leur influence sur le sous-continent.

Tillerson a présenté les États-Unis comme « l'associé multidimensionnel » de l'Amérique latine parce que son influence a la capacité d'englober de multiples dimensions : elle est économique, politique, sociale et culturelle.

De son côté, l'Amérique latine doit comprendre « qu'elle n'a pas besoin de nouvelles puissances impériales », comme Tillerson a qualifié ces autres associés que sont la Chine et la Russie.

Les États-Unis ont une approche « holistique »

Durant les années Obama la présence chinoise en Amérique latine s'est accrue très rapidement. Les principales exportations des pays d'Amérique du Sud allaient vers la Chine et les manufactures chinoises ont inondé les marchés de tous nos pays.

Le projet de train bi-océanique, qui, partant de São Paulo, devrait unir l'Atlantique au Pacifique, un mégaprojet qui devrait être la clé de voûte dans le commerce de la Chine avec l'Amérique latine, comptait déjà environ 150 projets complémentaires d'infrastructures terminés et 400 autres en cours d'exécution.

L'investissement chinois dans ces projets et bien d'autres se chiffre en dizaines de milliards de dollars. Mais après la tournée de Tillerson, et du fait du pouvoir de sa voix, le Brésil, la plus grande économie de la région, a suspendu la mise en service du train bi-océanique.

Tillerson a déclaré que le plan des États-Unis pour le continent est « holistique ». Il faut sûrement interpréter ce mot, de plus en plus à la mode, comme la décision de Washington de retrouver aussi bien son influence géopolitique que son influence géoéconomique en Amérique latine.

De cela découle sa volonté de faire reculer le pouvoir économique de la Chine dans la région. Pour cela, il lui apparaît stratégique de pouvoir compter sur un gouvernement allié au Venezuela. C'est pourquoi le thème du changement de gouvernement au Venezuela était si présent durant sa tournée.

Désormais il y a un interlocuteur

Le gouvernement du Nicaragua a argumenté, depuis que les États-Unis ont commencé les pressions, qu'il n'a pas d'interlocuteur clair à Washington pour décider d'une action. C'est ainsi qu'il justifie sa manière de procéder.

Durant le voyage de Tillerson, la politique extérieure de Trump concernant l'Amérique latine s'est retrouvée mieux définie quand, après avoir laissé vacant ce poste durant plus d'un an, il a nommé celle qui occupera au Département d'État la charge de Secrétaire adjointe à l'hémisphère occidental.

Il s'agit de Kimberly Breier, qui fut analyste de la CIA, est experte du Mexique, a travaillé dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et connaît bien la langue espagnole.

Bien que ni la virée de Tillerson ni cette nomination longtemps attendue ne dissipent les lourdes incertitudes qui ont caractérisé et peuvent continuer à caractériser l'administration Trump, c'est à partir de ces nouvelles données qu'il faut analyser, ou au moins imaginer, comment se complique de plus en plus le scénario pour le gouvernement de Daniel Ortega et quelle sera son attitude pour affronter les dilemmes qui se présentent à lui.

La « puissance impériale » chinoise n'est pas présente ici

À la différence de ce qui se passe dans presque tout le reste de l'Amérique du Sud, et dans notre région au Costa Rica et au Panama, « la puissance impériale » chinoise n'est pas présente au Nicaragua.

Depuis la fin de la Révolution en 1990, et depuis lors, les gouvernements successifs du Nicaragua, y compris celui d'Ortega, maintiennent des relations avec Taïwan et non avec la Chine continentale.

Du gouvernement de Taïwan les gouvernements du Nicaragua ont reçu d'abondantes ressources pour différents programmes sociaux et pour d'importants projets d'infrastructure.

Le Nicaragua a aussi un Accord de libre commerce avec Taïwan. Pas question qu'il abandonne ce généreux « parrain ». « L'ingérence économique étatique de la Chine dans la région pour la pousser dans son orbite » - pour reprendre les propos de Tillerson - n'existe pas et, semble-t-il, n'existera pas au Nicaragua.

Il y a quelque chose qui est bien clair pour nous quand Tillerson évoque l'approche « holistique », c'est que le Canal interocéanique qu'Ortega a présenté comme le « chemin vers la terre promise », ne sera jamais une réalité, même s'il ne veut pas le reconnaître et continue à destiner des millions du budget à l'Autorité du Grand Canal.

La seule chose concrète qui reste de cette mégatromperie, c'est le défi d'annuler la loi qui a donné ce mégaprojet en concession à l'entrepreneur chinois Wang Jing.

Alliés de la Russie de Poutine

La « puissance impériale » qui a bel et bien une « alarmante présence de plus en plus grande » au Nicaragua, c'est la Russie de Poutine.

Tillerson a signalé que Moscou « continue à vendre des armes et des équipements militaires à des régimes hostiles qui ne partagent ni ne respectent les valeurs démocratiques. » Ces régimes sont : le Venezuela, Cuba, la Bolivie et le Nicaragua, bien que Tillerson n'ait jamais mentionné ni la Bolivie ni le Nicaragua, que ce soit dans son discours à son *alma mater* ou durant sa tournée.

La Russie et le Nicaragua ont signé en 2015 un accord pour installer une station terrestre pour le Système global de navigation par satellite (Glonass), l'équivalent russe du système GPS états-unien. Fin octobre 2017 a été inauguré à Managua le Centre de formation anti-drogues Russie-Nicaragua.

Prévu comme un centre régional pour former à la lutte contre le narcotrafic, il a été annoncé lors de l'inauguration que cette structure de plusieurs étages aurait « le statut de filiale du ministère de l'intérieur de Russie ».

La Russie envoie chaque année au Nicaragua 500 militaires pour entraîner l'armée de terre du Nicaragua.

Pourquoi cette re-militarisation ?

En octobre 2016 *Envío* a publié un long texte de l'expert en sécurité Roberto Cajina [2] analysant, très préoccupé, l'arrivée dans le pays d'armement russe : plusieurs tanks - on a parlé de 50 -, 4 patrouilleurs, 2 navires lance-roquettes, des avions de combat en quantité non déterminée...

Dans son analyse, Cajina posait des questions qui jusqu'à ce jour n'ont pas obtenu de réponses : « S'agit-il d'une opération d'achat-vente, d'une donation ou d'une combinaison des deux ? A-t-on négocié un prêt auprès de quelque institution financière russe ? À quelles conditions ? » Et la principale : « Pourquoi le gouvernement de Daniel Ortega a-t-il remilitarisé le pays avec des armes létales russes ? »

Quelles que soient les réponses, le Nicaragua est vu aujourd'hui à Washington comme un pays allié à la Russie de Poutine et cela a été signalé régulièrement par ceux qui, au sein du gouvernement états-uniens, gardent le gouvernement de Daniel Ortega dans leur radar.

« Un monde inédit, un autre temps »

Le Nicaragua reste dans le radar de Washington en raison de ses relations avec la Russie et de ses liens étroits avec le Venezuela. En raison aussi de ses fraudes électorales et de son modèle antidémocratique de gouvernement.

Bien que Tillerson ait fait référence aux « nombreuses personnes qui vivent encore dans notre hémisphère sous des gouvernements tyranniques », durant sa tournée, il ne s'est référé qu'à Cuba et tout spécialement au Venezuela, demandant instamment à toutes les nations de décider entre « l'appui au peuple vénézuélien et le soutien à la dictature de Maduro ».

Quand s'est fait entendre cet appel au choix, Ortega gardait déjà le silence pris dans le dilemme de savoir comment répondre aux États-Unis sur un autre problème grave. Cela faisait en effet à peine un mois et demi que le Président du Pouvoir électoral du Nicaragua, Roberto Rivas, l'un de ses alliés clés dans l'organisation des fraudes électorales, avait été inclus dans la liste mondiale des corrompus qu'établit le Département d'État, en se servant de la Loi globale Magnitsky, qui transforme les individus signalés en parias financiers mis en difficulté dans une grande partie du monde.

Tillerson réalisait sa tournée dans quelques pays latino-américains pour demander des prises de position, quand le Chancelier du Venezuela, Jorge Arreaza - époux d'une fille de Chávez -, commençait une autre tournée, pour demander la solidarité avec le Venezuela. Avant de visiter le Nicaragua, il séjourna à Cuba et au Belize. Sa tournée continua dans plusieurs pays d'Afrique.

À Managua, Arreaza trouva la solidarité qu'il recherchait et dont il était certain. Le gouvernement d'Ortega doit tant à celui du Venezuela chaviste que le dilemme que représente la décision demandée par Tillerson est une véritable croisée de chemins.

Ce jour-là, en prenant congé d'Arreaza, apparut dans le discours officiel le nouveau concept de « l'autre temps » dans lequel vit aujourd'hui l'ALBA de Chávez, dans lequel vit aujourd'hui le gouvernement du Nicaragua. « Nous nous trouvons face à des menaces et à un monde inédit et nous avons le grand défi de forger les victoires de cet autre temps ».

Le dilemme de Rivas et la « réforme d'Ortega »

Après avoir envoyé à Washington le signal d'un clair soutien au Venezuela, il était urgent pour Ortega de faire quelque chose concernant le cas de Roberto Rivas, auquel le Président n'a jamais fait référence publiquement. Une fois annoncée la sanction contre Rivas le 21 décembre 2017, le magistrat n'a pas non plus reparu en public depuis lors.

L'hebdomadaire *Confidencial* a révélé que lorsqu'il a été sanctionné, Rivas était en vacances en Espagne

avec son épouse et ses trois enfants. Et il est revenu avec sa famille au Nicaragua le 5 janvier en voyageant dans un luxueux jet privé qui a effectué le vol Madrid-Managua pour un prix de 130 000 euros.

La question que beaucoup se posaient au Nicaragua depuis décembre était : Rivas renoncerait-il à sa charge ou Ortega serait-il celui qui se verrait obligé de destituer de la présidence du Conseil suprême électoral (CSE) l'un de ses principaux alliés. Une autre question était de savoir si l'une des institutions nicaraguayennes – Ministère public, Institution de contrôle, Superintendance des banques, Unité d'analyse financière – initierait une investigation pour rejeter ou justifier la sanction imposée à Rivas par le Bureau du Contrôle d'actifs du Département d'État des États-Unis.

La « réponse » à ces questions a été donnée par Ortega le 7 février. Le mandataire envoya en urgence à l'Assemblée nationale une « réforme » de la loi électorale, dont l'unique contenu était d'ôter à Rivas toutes les responsabilités légales et administratives qu'il avait en tant que président du CSE, en les transférant au vice-président, mais en maintenant Rivas comme président, avec un salaire de 5 000 dollars, l'immunité et tous les nombreux privilèges de la charge.

Un « État sans vergogne »

La décision d'Ortega provoqua une surprise et une énorme polémique nationale. Chez ses alliés du secteur privé on ressentit clairement la préoccupation, comme en témoigne l'éditorial d'*El Nuevo Diario* du 19 février, insistant sur le devoir pour Rivas de renoncer à sa charge.

Quelques analystes ont vu à la source de cette décision d'Ortega son obligation de protéger un allié qui en sait beaucoup. D'autres y ont vu l'urgence élémentaire qu'avait Ortega de réaliser ce changement parce que Rivas ne pouvait pas effectuer la moindre opération institutionnelle – même sa signature sur un chèque n'était plus valide.

Visiblement indigné, le journaliste Carlos Fernando Chamorro a déclaré dans son programme de télévision qu'avec la « réforme » du 7 février Ortega avait consommé la dégénération de l'État, le transformant en un « État sans vergogne ».

Certains croient qu'Ortega n'allait pas « livrer » Rivas sans recevoir en retour aucun geste des États-Unis et que, pragmatiquement, il a opté pour un chemin inconstitutionnel, puisque la loi électorale a rang constitutionnel et ne peut être réformée « en urgence » sans une ample consultation menée durant un délai déterminé. D'autres considèrent qu'Ortega ne pouvait apparaître devant ses bases comme cédant à une pression des États-Unis. D'autres encore croient qu'Ortega attend qu'expire en avril 2019 le mandat de magistrat électoral de Rivas pour l'écarter définitivement du CSE.

« Une opportunité manquée »

Ce qui est évident pour tout le monde, même si Ortega a nommé sa décision « réforme électorale », c'est qu'écarter Rivas de ses fonctions ne constitue pas, loin s'en faut, une réforme du système électoral déjà sur les rotules. Le vice-président du CSE, Lumberto Campbell, qui préside désormais le Pouvoir électoral, a toujours été un allié inconditionnel d'Ortega.

La réaction la plus significative pour mesurer l'importance d'avoir résolu le dilemme de manière si pragmatique est sans doute celle de l'ambassadrice des États-Unis Laura Dogu.

Même si elle a reconnu que la décision revenait au gouvernement, elle a déclaré : « c'est dommage qu'on n'ait pas mis à profit l'opportunité pour opérer les changements nécessaires. C'est une opportunité manquée ».

[...]

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3453.**

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- Source (espagnol) : [Envío](#), n° 432, mars 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] La fin du texte n'a pas été reprise ici mais peut être lue en espagnol dans le lien donné en fin d'article.

[2] Voir « [Armados hasta los dientes : la remilitarización de Nicaragua](#) » - note DIAL.